

**AFFAIRE DES CONTENEURS DE MATÉRIEL PARAMÉDICAL
POUR HANDICAPÉS MOTEURS DE MEKLA (TIZI-OUZOU)**

Dépôt de plainte par la présidente de l'ONG française, l'Élan du cœur

Le conflit opposant l'ONG française l'Elan du cœur et l'association des personnes handicapés moteurs Espoir de Mekla (Algérie), autour de la gestion de quatre conteneurs de matériel paramédical convoyés de France par l'ONG française au profit des personnes à mobilité réduite de la daïra de Mekla et dont les faits ont été relatés, au courant du mois de janvier dernier, à travers une enquête publiée par notre journal, vient de connaître un nouveau rebondissement.

En effet, nous apprenons que M^{me} Josée Bouquin, présidente de l'ONG française, l'Elan du cœur, qui a récolté, en France, le matériel en question auprès de donateurs publics et privés pour l'envoyer en Algérie au profit des personnes à mobilité réduite de

Mekla, à moins de trentaine de kilomètres de Tizi-Ouzou, vient déposer une plainte au niveau du service de police judiciaire de la Sûreté de daïra de Mekla, à l'encontre du président de l'association Espoir qui a réceptionné les dons afin de les distribuer

aux handicapés moteurs des villages de la daïra de Mekla. M^{me} J. Bouquin est entrée en conflit avec ce dernier, suite à des plaintes qui lui sont parvenues sur la non-distribution, au profit de l'ensemble des bénéficiaires préalablement recensés par les deux protagonistes associatifs, de lots importants de dons contenus dans quatre conteneurs, selon M^{me} Bouquin. «Je suis venue spécialement de France pour un dépôt de plainte que je viens d'effectuer, dans la journée de dimanche dernier, au niveau de la Sûreté de daïra de Mekla. J'ai une totale confiance en les autorités judiciaires et sécuritaires algériennes pour qu'une enquête judiciaire soit

ouverte pour faire toute la lumière sur la destination exacte de tous les équipements envoyés par notre ONG, l'Elan du cœur, et j'en détiens les preuves. Il n'est, dans mon intention, de nuire à qui que ce soit. Mon seul souci, moi qui me considère être, dans cette histoire, victime d'un abus de confiance, est de rassurer nos donateurs sur le caractère honnête et transparent de nos actions et de rendre justice aux destinataires initiaux de ces équipements, à savoir les personnes à mobilité réduite de Mekla et d'autres villes d'Algérie», nous dira la présidente de l'Elan du cœur, qui estime la valeur fiduciaire des dons contenus dans les quatre

conteneurs à 100 800 euros. S'agissant du paiement des frais de transport maritime des quatre conteneurs, M. Ferhaoui, cités lui et son épouse dans notre précédent article, assure que c'est bel et bien lui qui a payé, de sa poche, la totalité des frais de transport du deuxième et troisième chargement, assurant qu'il a participé à moitié dans le paiement du premier conteneur. «Je défie quiconque qui dira le contraire. Ma femme et moi avons participé à cette opération pour faire du bien et manifester notre solidarité aux handicapés de notre pays», nous a déclaré M. Ferhaoui.

S. A. M.

KHEMIS MILIANA

Les distributeurs de gaz butane en grève

Mardi matin, à une centaine de mètres du centre enfûteur de gaz butane, quelque 15 camions, chargés de bouteilles vides, étaient stationnés à quelque 100 m du portail d'accès, refusant de rentrer dans le centre pour s'approvisionner en bouteilles pleines, tout en sachant que cette «grève» va priver les citoyens qui ne disposent pas de gaz naturel, de cette source d'énergie ô combien précieuse en cette période hivernale.

Ces distributeurs agréés officiellement, au nombre de 7 selon la direction du centre, auxquels s'ajoutent 3 commerçants qui s'autoapprovisionnent, affirment être 16 distributeurs agréés alors qu'en fait certains d'entre eux possèdent 2 camions.

Quant au pourquoi ils refusent de continuer à assurer la distribution, parce que nous ont-ils déclarés, «on ne nous fournit qu'un chargement par 24 h, à n'importe quelle heure du jour ou de

la nuit». Pour en savoir plus, nous avons pris attache avec les responsables du centre. On nous a confirmé, d'abord que le nombre de 16 distributeurs avancé est faux, en plus, chiffres à l'appui, on atteste que les chargements fournis varient entre 1 et 5 rotations par 24h, sachant que chaque chargement comporte 210 bouteilles, ce qui équivaut à près de 5 000 DA de bénéfice par rotation quand le gaz arrive au consommateur à raison de 200 DA la bouteille,

prix fixé à nos points de vente agréés. On ajoute que la plupart de ces distributeurs délaissent les points de vente agréés pour le vendre à des revendeurs non agréés qui, à leur tour, le revendent à 220 DA la bouteille, voire jusqu'à 300 DA pour les producteurs de poulets de chair qui ne peuvent se passer de ce combustible quel que soit le prix.

On a pu constater que, à titre d'exemple, le distributeur qui doit approvisionner telle zone, change de destination et va livrer ses bouteilles dans une autre zone, à des prix augmentés.

On apprend que chacun de ces distributeurs se fait entre 1,5 et 5 milliards de centimes de chiffre d'affaires par an, ce qui démontre combien ce créneau est lucratif quand les contrats ne sont pas respectés et quand le gaz n'arrive pas aux destinataires agréés. Les responsables

du centre ont invité ces «grévistes» à une discussion sur les motivations de ce refus de remplir leur contrat, en vain. Les contestataires menacent d'établir un blocus du centre si leurs exigences ne sont pas satisfaites, à savoir plus de charges pour plus de rotations.

Selon les responsables du centre, il a été fait appel à des livreurs de Aïn Defla, de Chlef et même de Blida pour ne pas laisser la pénurie s'installer et ne pas subir la pression de ces contestataires. On indique que le centre fonctionne 24h/24 depuis le 20 novembre 2014 pour répondre à la demande de la consommation en cette période hivernale. «Nous garantissons que tous nos points de vente seront approvisionnés régulièrement, nous avons les moyens», nous a-t-on déclaré.

Karim O.

**MALGRÉ SA CONDAMNATION À DEUX MOIS
DE PRISON FERME**

Le P/APC d'El Adjiba toujours en poste

Condamné à deux mois de prison ferme et 20 000 dinars d'amende, le P/APC d'El Adjiba, d'obédience FFS et dont la majorité des élus, soit dix élus sur quinze, lui avaient déjà retiré leur confiance depuis le 4 mai 2014, est toujours en poste.

Au niveau de cette commune située à 26 kilomètres au sud-est de Bouira, dans la daïra de Bechloul et qui vit une situation de blocage depuis novembre 2013, les élus de l'opposition n'arrivent toujours pas à comprendre la position du wali qui est resté de marbre depuis plusieurs mois alors que la population ne cesse de payer les frais de ce blocage, avec une absence totale de projets.

Aussi, les élus de l'opposition, deux du FLN, 5 du front El Moustaqbal et 7 de la liste indépendante drivée par l'ex-P/APC, ont saisi cette condamnation pour rebondir et demander au wali d'appliquer l'article 43 du code communal, qui stipule que «L' élu faisant l'objet de poursuites judiciaires pour crime ou délit en rapport avec les deniers publics ou pour atteinte à l'honneur ou ayant fait

l'objet de mesures judiciaires ne lui permettant pas de poursuivre valablement l'exercice de son mandat électif, est suspendu par arrêté du wali jusqu'à intervention de la décision définitive de la juridiction compétente. En cas de jugement définitif l'innocentant, l' élu reprend automatiquement et immédiatement l'exercice de son activité électorale», et l'article 44 qui stipule que «le membre d'une Assemblée populaire communale ayant fait l'objet d'une condamnation pénale définitive pour les motifs cités à l'article 43 ci-dessus est exclu de plein droit de l'assemblée. Le wali constate cette exclusion par arrêté».

Pour rappel, l'affaire de cette condamnation remonte au 28 octobre 2013, lors d'une réunion de l'exécutif pour discuter du BP 2014. Au cours des

discussions, une altercation a éclaté entre un adjoint qui refusait de signer un avenant, et le maire qui l'avait alors insulté et menacé devant les trois autres adjoints.

Au mois d'avril 2014, après plusieurs tentatives de conciliation, l'adjoint a fini par déposer plainte contre le maire pour insultes, menaces et intimidations. Entretemps, un retrait de confiance a été notifié à ce P/APC par dix élus sur les quinze que compte l'APC.

Malgré le blocage de cette APC depuis octobre 2013, la non adoption du budget primitif (BP) 2014 et le retrait de confiance en mai 2014, le wali n'avait pas jugé utile de suspendre ce P/APC. Un P/APC qui sera poursuivi, selon les élus de l'opposition dans plusieurs autres affaires dont une concerne des irrégularités dans la passation des marchés publics et dans laquelle, selon les élus de l'opposition, huit personnes (le P/APC et quatre élus, le comptable de la commune et deux fournisseurs) sont impliquées.

Y. Y.

BÉJAÏA

La RN 26 de nouveau fermée par des manifestants à Akbou

La RN 26, reliant le chef-lieu de la wilaya de Béjaïa à Bouira et Alger, a été de nouveau fermée à la circulation dans la matinée d'hier par les habitants d'Ifrane, relevant de la municipalité d'Akbou, à hauteur de leur localité.

Les protestataires réclament la réalisation d'une canalisation des eaux usées qui se déverseraient dans leurs propriétés, selon une source locale. Plusieurs démarches effectuées auprès des autorités communales d'Akbou sont restées «vaines», dénoncent les villageois manifestants. Comme à chaque infernale fermeture de route qui constitue désormais le lot quotidien de la population dans ses déplacements à travers les différents coins de la wilaya de Béjaïa devant le «laxisme des autorités de la wilaya à mettre un terme à cette anarchie», s'indignent les citoyens. Hier encore, des centaines d'automobilistes et transporteurs se sont retrouvés coincés dans un embouteillage monstre sur cet important axe routier au niveau de la localité d'Akbou. Ce n'est qu'au milieu de la journée que les protestataires ont accepté enfin de lever le blocus et permettre aux usagers de regagner leurs destinations après une énième promesse des autorités locales de prendre en charge leur doléance. Par ailleurs, il convient de signaler que les travailleurs de la voirie de la municipalité d'Akbou ont observé une journée de grève, hier pour exiger l'amélioration de leurs conditions de travail, rapporte la même source locale.

A. Kersani